

d) la construction de petits bâtiments absolument nécessaires pour répondre aux exigences ou obligations découlant de la législation sur la sécurité et l'hygiène.

Lorsque le Comité ministériel ne formule aucune objection dans un délai de 60 jours à partir du jour où le dossier est introduit à son secrétariat, le caractère urgent est reconnu implicitement.

2° à l'acquisition de matériel scientifique lourd immobilier par destination pour un montant ne dépassant pas 15 pour cent maximum du montant accordé à l'institution et pour autant que les règles fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres soient respectées.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 décembre 1982.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

M. TROMONT

F. 83 — 161

Arrêté royal n° 168 modifiant l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982 relatif à l'assainissement des finances des institutions universitaires déficitaires

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris dans le cadre de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. La base juridique du présent arrêté se trouve dans l'article 1er, 5° et 6°, et l'article 3, § 2.

Les articles proposés imposent aux institutions de rétablir l'équilibre entre recettes et dépenses.

En raison de la situation grave des finances publiques, le Gouvernement avait déjà été contraint auparavant de freiner les ressources des institutions universitaires.

Cette croissance ralentie des moyens a obligé le Gouvernement à prendre des mesures d'accompagnement, afin de permettre aux institutions de faire face aux économies imposées. Ces dernières doivent donc être compensées au niveau des institutions mêmes par un ralentissement proportionnel de leurs dépenses en personnel et autres. Le gouvernement a pourtant constaté que certaines institutions universitaires présentent des déficits financiers dans leurs comptes. Pour ces institutions, les mesures générales d'accompagnement, prévues principalement dans l'arrêté royal n° 81, du 31 juillet 1982, ne suffiraient pas à assainir la situation financière et à faire face également aux économies imposées.

C'est dans ce but que l'on met à la disposition de ces institutions de nouveaux instruments. Ces derniers consistent en des dérogations aux dispositions existantes légales, réglementaires et conventionnelles.

Aussitôt proposées par les institutions et approuvées par le Roi, ces mesures spécifiques entrent en application pour les institutions concernées.

Le Gouvernement souligne qu'il est convaincu que les économies imposées aux institutions ne sont réalistes et applicables que si les institutions utilisent effectivement les mesures d'accompagnement et adoptent ainsi une gestion adéquate.

d) het oprichten van kleine gebouwen absoluut noodzakelijk voor het nakomen van eisen of verplichtingen voortspruitende uit de wetgeving op veiligheid en hygiëne.

Indien het Ministerieel Comité geen bezwaren oppert binnen een termijn van 60 dagen, te rekenen vanaf de dag dat het dossier werd ingediend op zijn secretariaat, wordt het dringend karakter impliciet erkend.

2° de verwerving van zware wetenschappelijke apparatuur, onroerend door bestemming, ten belope van maximaal 15 pct. van het bedrag toegekend aan de instelling en voor zover de regels bepaald bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, werden nageleefd.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 december 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

M. TROMONT

N. 83 — 161

Koninklijk besluit nr. 168 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 82 van 31 juli 1982 tot sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben voor ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, wordt genomen in het kader van de wet van 2 februari 1982 op de bijzondere machten. De wettelijke grondslag is vervat in artikel 1, 5° en 6°, en artikel 3, § 2;

Door de voorgestelde artikelen worden de instellingen verplicht het evenwicht tussen de ontvangsten en uitgaven te herstellen.

In het kader van de ernstige toestand van de staatsfinanciën, was de Regering reeds eerder verplicht de groei van de werkingsmiddelen van de universitaire instellingen af te remmen.

Deze vertraagde aangroei der middelen, noodzaakte de Regering een reeks begeleidende maatregelen te nemen om de instellingen toe te laten het hoofd te bieden aan de opgelegde bezuinigingen. Aldus dienden deze laatste, op het niveau der instellingen zelf, gecompenseerd te worden door een evenredige afremming van hun personeels- en andere uitgaven. Toch heeft de Regering vastgesteld dat sommige universitaire instellingen financiële tekorten in hun rekeningen vertoonden. Voor deze instellingen zouden de begeleidende algemene maatregelen, hoofdzakelijk voorzien in het koninklijk besluit nr. 81, van 31 juli 1982, niet volstaan om hun financiële toestand te saneren en tevens het hoofd te bieden aan de opgelegde besparingen.

Precies om die redenen worden aan deze instellingen nieuwe instrumenten ter beschikking gesteld. Zij bestaan in afwijkingen van de bestaande wettelijke, reglementaire en conventionele bepalingen.

Van zodra voorgesteld door de instellingen en goedgekeurd door de Koning krijgen deze specifieke maatregelen uitwerking voor de betrokken instelling.

De Regering benadrukt dat het haar overtuiging is dat de opgelegde bezuinigingen ten aanzien van de instellingen slechts realistisch en uitvoerbaar zijn als voorgenoemde instellingen inderdaad gebruik maken van de begeleidende maatregelen en bijgevolg een aangepast beheer voeren.

En ce qui concerne les institutions qui, depuis quelque temps, avant même que les mesures précitées aient été prises par le Gouvernement, accusaient des déficits dans leurs comptes annuels et, par suite, un déficit cumulé, le Gouvernement considère que l'assainissement constitue un objectif essentiel.

Afin d'obtenir toute garantie à cet égard, les institutions sont obligées, sous peine de sanction, de procéder à un assainissement.

Le Gouvernement attend des conseils d'administration des ces institutions qu'ils s'acquittent pleinement de leurs responsabilités, sans que cela mette en danger les tâches qui leur sont confiées par la communauté.

Le présent arrêté modifie l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982 relatif à l'assainissement des finances des institutions universitaires déficitaires.

Le projet a été adapté à l'avis du Conseil d'Etat donné le 15 décembre 1982.

Nous pouvons résumer comme suit les modifications apportées par le présent arrêté :

1° Il est proposé au Roi de prendre cet arrêté, sur base des pouvoirs spéciaux, afin de lui permettre de suspendre, de compléter, de modifier et de remplacer les dispositions légales en vigueur, en fonction des besoins des institutions universitaires déficitaires et des autres institutions pour lesquelles l'allocation supplémentaire prévue à l'article 35 de la loi de financement est progressivement supprimée.

De la sorte, nous prévoyons une base juridique pour les mesures précitées et visées à l'article 2 de l'arrêté royal n° 82, assortie des modalités reprises dans l'arrêté. Les mesures ne reçoivent leur force obligatoire qu'après approbation par le Roi.

Les mesures interviennent dans trois cas :

a) Lorsqu'elles figurent, même sous une autre formulation, dans les plans d'assainissement approuvés, avec ou sans réserves, par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

En effet, il se pourrait qu'une institution universitaire ait proposé ces mesures dans son plan assorties de modalités différentes de celles qui sont prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Il est cependant stipulé de manière explicite que la force obligatoire implique que les dispositions plus particulières reprises à l'article 2 soient respectées;

b) Lorsqu'elles sont proposées par le conseil d'administration, qui s'est vu contraint de proposer des mesures complémentaires étant donné l'approbation sous réserve du plan d'assainissement initialement proposé;

c) Lorsqu'elles sont proposées par le conseil d'administration qui s'est vu contraint de proposer des mesures complémentaires à la suite du contrôle annuel au cours duquel le Conseil des Ministres a constaté que la réalisation du plan d'assainissement ne produisait pas l'effet escompté.

A cet effet, les arrêtés d'approbation ne doivent plus être pris en vertu des pouvoirs spéciaux, étant donné qu'ils ne contiennent plus de dispositions normatives en tant que telles.

En effet, le Roi a déjà arrêté toutes les dispositions réglementaires par le présent arrêté et prévu la possibilité, selon une formule normalisée, pour toutes les institutions universitaires déficitaires, d'y faire appel.

Les arrêtés royaux d'approbation ont par conséquent un double but : d'une part, accorder le caractère de force obligatoire aux mesures proposées et, d'autre part, permettre une forme adéquate de contrôle administratif de l'exécution des plans d'assainissement.

2° Le Gouvernement se voit doté des moyens nécessaires pour permettre un contrôle administratif permanent.

3° Les institutions qui se dérobent à leurs obligations sont sanctionnées. Ceci signifie que l'ensemble de l'encadrement en personnel est entièrement gelé. Aucune des instances compétentes ne peut plus procéder à la moindre nomination ou désignation.

Toute augmentation dans les situations administrative ou pécuniaire des membres du personnel est automatiquement bloquée.

Commentaire des articles

Article 1er. Les mesures proposées par les institutions universitaires devront être approuvées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. De ce fait, elles acquièrent force contraignante, tout en étant cependant soumises aux dispositions réglementaires et aux modalités énumérées dans l'article 2bis de l'arrêté royal n° 82.

Voor instellingen die sinds enige tijd, nog vóór de aangehaalde maatregelen door de Regering werden genomen, chronische tekorten in hun jaarrekeningen vertonen en zodoende een cumulatief deficitair karakter hebben, gaat de Regering ervan uit dat de voorgenoemde sanering geen vrijblijvende aangelegenheid mag zijn.

Om deze garantie te bekomen, worden deze instellingen ertoe verplicht op straffe van sanctiëring een sanering uit te voeren.

De Regering rekent er ten stelligste op dat de raden van beheer van deze instellingen zich ten volle van hun verantwoordelijkheid zullen kwijten, zonder dat hierdoor de hun door de gemeenschap opgedragen taken moeten in het gedrang komen.

Dit besluit houdt een wijziging in van het koninklijk besluit nr. 82 van 31 juli 1982 tot sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen.

Het ontwerp werd aangepast aan het advies van de Raad van State gegeven de 15e december 1982.

Aldus kan de essentie van dit ontwerp van genummerd besluit als volgt worden weergegeven :

1° Aan de Koning wordt voorgesteld dit besluit te treffen krachtens de bijzondere machten, waarbij de vigerende wettelijke bepalingen opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen worden ten behoeve van de deficitaire universitaire instellingen en de instellingen waarvan het toelagesupplement bedoeld bij artikel 35 van de financieringswet wordt afgebouwd.

Aldus wordt aan de voornoemde maatregelen, bedoeld bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 82, rechtsgrond verleend, onder de modaliteiten die erbij vermeld worden. De maatregelen verkrijgen hun bindende kracht slechts na goedkeuring door de Koning.

De maatregelen komen in drie gevallen voor :

a) Wanneer zij voorkomen, weze het in een andere vorm, in de saneringsplannen al dan niet onder voorbehoud goedgekeurd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Het is inderdaad mogelijk dat een universitaire instelling deze maatregelen in de ingediende plannen volgens andere modaliteiten heeft voorgesteld dan die weergegeven in artikel 2 van dit besluit. Uitdrukkelijk is echter bepaald dat de bindende kracht inhoudt dat de nadere regelen vervat in artikel 2, in acht moeten worden genomen;

b) Wanneer zij voorgesteld worden door de raad van beheer, die ertoe verplicht wordt, wegens de goedkeuring onder voorbehoud van het oorspronkelijk ingediende saneringsplan, bijkomende maatregelen voor te stellen;

c) Wanneer zij voorgesteld worden door de raad van beheer, die ertoe verplicht wordt, als gevolg van een jaarlijkse controle waarbij de Ministerraad vaststelt dat de uitvoering van het saneringsplan niet het vooropgestelde effect oplevert, bijkomende maatregelen voor te stellen.

In deze optiek dienen de goedkeuringsbesluiten niet meer te worden genomen krachtens de bijzondere machten, vermits zij geen normatieve bepalingen als dusdanig meer bevatten.

De Koning heeft immers alle reglementaire bepalingen bij onderhavig besluit getroffen en de mogelijkheid voorzien, volgens de geijkte formule, voor alle deficitaire instellingen om erop beroep te doen.

De koninklijke besluiten tot goedkeuring hebben bijgevolg nog als doel enerzijds het verlenen van bindende kracht aan de maatregelen en anderzijds een vorm van adequaat administratief toezicht op de uitvoering van de saneringsplannen mogelijk te maken.

2° Aan de Regering worden de nodige middelen gegeven om een permanent administratief toezicht mogelijk te maken.

3° De instellingen die zich aan hun verplichtingen onttrekken, worden gesanctioneerd. Dat betekent dat het personeelskader volledig wordt geblokkeerd. Geen van de bevoegde instanties kan nog overgaan tot benoemingen en aanstellingen.

Iedere verhoging in de administratieve en geldelijke standen van de personeelsleden wordt automatisch geblokkeerd.

Commentaar op de artikelen

Artikel 1. De maatregelen voorgesteld door de universitaire instellingen, zullen goedgekeurd worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Daardoor verkrijgen ze bindende kracht, evenwel onder de reglementaire bepalingen en modaliteiten opgesomd in artikel 2bis van het koninklijk besluit nr. 82.

Art. 2. Cet article indique les dérogations réglementaires et leurs modalités que le Roi peut prendre en vertu des pouvoirs spéciaux et en vue de l'assainissement des finances des institutions universitaires, qui, suite à la suppression progressive de l'allocation supplémentaire pour dépenses de personnel excédentaire, se sont vues obligées de prendre des mesures d'assainissement nécessaires.

Art. 3. Le Gouvernement envisage le cas où les plans d'assainissement proposés par certaines institutions ne seraient pas suffisants et ne permettraient pas d'atteindre le but visé par le présent arrêté.

Dans ces cas, une approbation sous réserve est donnée. Ceci veut dire qu'après approbation par le Roi, les mesures déjà proposées ont immédiatement un caractère de force obligatoire, et qu'en outre les institutions se voient contraintes de proposer des mesures complémentaires.

Art. 4. Cet article permet au Gouvernement d'exercer un contrôle administratif durant toute la période d'assainissement.

Art. 5. Les institutions universitaires qui se dérobaient aux obligations qui leur sont imposées par le présent arrêté s'exposent à sanction.

En ce qui concerne la question du Conseil d'Etat de savoir si la sanction sévère prévue par l'article 5 du projet est bien proportionnée à l'omission qu'elle réprime, le Gouvernement estime devoir répondre affirmativement à cette question.

Le Gouvernement a pu constater que, dans le passé, les institutions n'ont pas réussi à contrôler leur schéma de dépenses. Seule une prise de sanctions efficace placera réellement les institutions devant leurs responsabilités. On peut ainsi espérer que ces institutions ne se soustrairont pas à leurs obligations d'assainir.

Si, en dépit de cela, la sanction doit quand même être prononcée par le Roi, le Gouvernement souligne qu'elle comportera également un assainissement inhérent à la nature de la sanction.

La sanction entraînera pour l'institution un revenu budgétaire qui permettra ainsi de remédier au déficit cumulé.

Mais le Gouvernement espère que, dans ce dernier cas également, l'institution reviendra rapidement sur ses déficiences et proposera elle-même les mesures adaptées.

Dans ce cas, la possibilité d'annulation de la sanction par le Roi est prévue.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
M. TROMONT

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 14 décembre 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 168 « modifiant l'arrêté royal n° 82 relatif à l'assainissement des finances des institutions universitaires déficitaires », a donné le 15 décembre 1982 l'avis suivant :

Eu égard au bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit limiter son avis aux observations qui suivent :

A. Observations générales

1. A en juger selon le texte du projet, le rapport au Roi et les précisions fournies par les délégués du Gouvernement, l'objet et la portée du projet seraient les suivants :

L'article 1er du projet, qui remplace par un texte nouveau l'alinéa 2 de l'actuel article 1er de l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982 relatif à l'assainissement des finances des institu-

Art. 2. Dit artikel duidt de reglementaire afwijkingen alsmede de modaliteiten ervan aan, te treffen door de Koning in het kader van de bijzondere machten, met het oog op de sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen of de universitaire instellingen die tengevolge van de afbouw van het toelagesupplement voor het dekken van overvallige personeelsuitgaven genoodzaakt worden ook de nodige maatregelen te treffen.

Art. 3. De Regering voorziet de mogelijkheid dat de ingediende saneringsplannen van sommige instellingen niet toereikend zullen zijn om het doel beoogd in dit besluit, te bereiken.

In deze gevallen wordt een goedkeuring onder voorbehoud gegeven. Dit betekent dat na goedkeuring door de Koning, de reeds voorgestelde maatregelen evenwel onmiddellijk bindende kracht verkrijgen. Daarnaast worden deze instellingen verplicht nog bijkomende maatregelen voor te stellen.

Art. 4. In dit artikel wordt het de Regering mogelijk over de gehele saneringsperiode een administratief toezicht uit te oefenen.

Art. 5. De universitaire instellingen die zich onttrekken aan de verplichtingen, opgelegd in dit besluit, stellen zich aan sanctie bloot.

Wat de vraag aan de Raad van State betreft of er een passende verhouding bestaat tussen de strenge sanctie waarin artikel 5 van het ontwerp voorziet en het gesanctioneerde verzuim, meent de Regering op deze vraag bevestigend te moeten antwoorden.

De Regering heeft kunnen vaststellen dat in het verleden instellingen er niet in geslaagd zijn hun uitgavenpatroon te beheersen. Alleen een doelmatige sanctionering zal de instellingen dusdanig voor hun verantwoordelijkheid plaatsen, dat mag gehoopt worden dat zij zich niet aan hun verplichtingen tot sanering zullen onttrekken.

Indien ondanks dit alles toch de sanctie door de Koning zal worden uitgesproken, benadrukt de Regering dat, inherent aan de aard der sanctie, hierin ook een sanering zal begrepen zijn.

De sanctie zal op zichzelf voor de instelling een budgettaire opbrengst betekenen zodat het gecumuleerd deficit zal weggewerkt worden.

Maar ook in dit laatste geval hoopt de Regering, dat de instelling spoedig op haar tekortkomingen zal terugkomen en zelf de gepaste maatregelen zal voorstellen.

In dit geval werd opheffingsmogelijkheid door de Koning van de sanctie voorzien.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
M. TROMONT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14de december 1982 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 168 « tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 82 tot sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen », heeft de 15de december 1982 het volgend advies gegeven :

Ingevolge de opgelegde korte termijn moet het advies worden beperkt tot de hierna volgende opmerkingen.

A. Algemene opmerkingen

1. Op grond van de tekst van het ontwerp, van het Verslag aan de Koning en van de toelichtingen verstrekt door de gemachtigden van de Regering blijken strekking en draagwijdte van het ontwerp de volgende te zijn.

In artikel 1 van het ontwerp, dat het tweede lid van artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 82 van 31 juli 1982 tot sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen door een

tions universitaires déficitaires, précise que c'est le Roi qui, par le fait de son approbation, donne force obligatoire aux mesures d'assainissement financier proposées par les institutions universitaires concernées. L'article 1er du projet prévoit aussi que cette approbation n'implique pas que les mesures proposées peuvent être exécutées de la manière exposée par les institutions dans leurs propositions, mais que les mesures approuvées par le Roi ne peuvent être réalisées que dans le respect des restrictions prévues par l'article 2 du projet.

L'article 2 du projet concerne en premier lieu, les dispositions légales, réglementaires et conventionnelles auxquelles il peut être dérogé aux fins de réaliser l'objectif indiqué à l'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 82 et, le cas échéant, de compenser la diminution des recettes qui résultera de la suppression graduelle du supplément d'allocation visée à l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971, suppression qui fera l'objet d'un autre arrêté à prendre en vertu de la loi de pouvoirs spéciaux. En second lieu, l'article 2 du projet détermine dans quelles limites et à quelles conditions ces dérogations peuvent se faire.

L'article 3 du projet établit des règles nouvelles qui devront être appliquées au cas où les mesures proposées par une institution universitaire seraient insuffisantes parce que leur exécution dans le respect des dispositions de l'article 2 du projet ne peut conduire à l'assainissement financier recherché ou lorsque, pour des motifs de légalité ou autres, certaines des mesures proposées sont inadmissibles et, partant, ne peuvent être approuvées; dans cette dernière hypothèse, l'improbation d'une partie du plan aura pour conséquence que l'autre partie de ce plan, susceptible d'être approuvée, deviendra insuffisante pour atteindre le résultat global d'assainissement, étant entendu toutefois que cette autre partie pourra effectivement être exécutée.

Ces nouvelles règles sont appelées à se substituer à celles qui ont été établies par l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 82. Etant donné que l'alinéa 1er de cet article ne peut plus à présent recevoir d'exécution, le projet abroge l'article dans son entier.

L'article 4 est nouveau et prévoit des modalités de contrôle de l'exécution des mesures d'assainissement approuvées par le Roi, ainsi que l'obligation de compléter les mesures d'assainissement en cas de résultats insuffisants.

L'article 5 du projet, qui est également nouveau, définit la sanction qui sera appliquée aux institutions universitaires qui omettent de faire parvenir à temps des propositions supplémentaires de mesures d'assainissement dans les cas visés par les articles 3 et 4 du projet.

2. L'arrêté royal n° 82 a ceci de particulier que l'approbation qu'il prévoit est donnée inconditionnellement par un arrêté à prendre en application de la loi de pouvoirs spéciaux du 2 février 1982, au plus tard le 31 décembre 1982, alors que, dans le système du projet, l'approbation peut être donnée sous réserve et toujours par arrêté royal pris même après le 31 décembre 1982, dans l'exercice du droit de contrôle dont le Gouvernement dispose à l'égard des institutions universitaires, tel qu'il est élargi par le présent projet. Il y a lieu dès lors, dans le préambule, de viser, comme fondement légal de cette extension du droit de contrôle, l'article 1er, 6°, de la loi de pouvoirs spéciaux du 2 février 1982; l'alinéa premier du préambule doit donc être complété en ce sens.

3. Sur plusieurs points, les intentions et les objectifs du Gouvernement ne sont pas indiqués dans le rapport au Roi avec une clarté ou une précision suffisantes.

Ainsi, on peut lire au début de l'alinéa 3 du 1° : « Il est proposé au Roi de prendre des arrêtés sur base des pouvoirs spéciaux, afin de ... ». Ce passage peut faire croire que la partie générale du commentaire donné dans le rapport ne concerne pas uniquement l'arrêté en projet, mais a également trait à des arrêtés que le Roi se propose de prendre en application de la loi de pouvoirs spéciaux du 2 février 1982. Le commentaire d'un rapport au Roi, doit, cela va de soi, se limiter à l'arrêté que ce rapport précède. Aussi faut-il écrire au début du 1° visé ci-dessus : « Il est proposé au Roi de prendre le présent arrêté ... ».

A l'alinéa 2 du même 1°, il faudrait également mentionner, pour être complet, que les mesures n'auront force obligatoire que par l'effet de leur approbation par le Roi.

À la fin du 3°, il est dit que : « ... des mesures suffisantes sont prises à l'initiative de l'institution ». En vertu de l'article 5 du projet, l'initiative obligatoire de l'institution universitaire

nouvelle tekst vervangt, is nader gesteld dat het de Koning is die door zijn goedkeuring bindende kracht verleent aan de door de betrokken universitaire instellingen voorgestelde financiële saneringsmaatregelen. In artikel 1 van het ontwerp is tevens bepaald dat die goedkeuring van de voorgestelde maatregelen niet betekent dat deze mogen worden uitgevoerd op de wijze die door de instellingen in hun voorstellen is uiteengezet, doch dat de maatregelen die door de Koning werden goedgekeurd slechts mogen worden uitgevoerd met inachtneming van de beperkingen die in artikel 2 van het ontwerp zijn vastgesteld.

Artikel 2 van het ontwerp betreft in de eerste plaats de wettelijke, reglementaire en conventionele bepalingen waarvan mag worden afgeweken ten einde het in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 82 gestelde doel te bereiken en, in voorkomend geval, de vermindering van inkomsten te compenseren die zal voortvloeien uit de geleidelijke afschaffing van de toelage-supplement bedoeld door artikel 35 van de wet van 27 juli 1971, waarin bij een ander, op grond van de bijzondere-machtenwet vastgesteld koninklijk besluit zal worden voorzien. In de tweede plaats bepaalt artikel 2 van het ontwerp binnen welke perken en onder welke voorwaarden die afwijkingen mogen geschieden.

Artikel 3 van het ontwerp stelt nieuwe regelen vast die moeten worden toegepast ingeval de door een universitaire instelling voorgestelde maatregelen ontoereikend zijn omdat hun uitvoering met inachtneming van het bepaalde in artikel 2 van het ontwerp niet kan leiden tot de vooropgestelde financiële sanering, of ingeval sommige van de voorgestelde maatregelen om wettigheids- of andere redenen onaanvaardbaar zijn en, bijgevolg, niet kunnen worden goedgekeurd; in deze laatste veronderstelling heeft de niet-goedkeuring van een gedeelte van het voorgestelde saneringsplan tot gevolg dat het andere gedeelte van het plan dat wel kan worden goedgekeurd, ontoereikend is om het globale saneringsresultaat te bereiken, met dien verstande nochtans dat dit andere gedeelte wel uitvoerbaar is voor uitvoering.

Die nieuwe regelen komen in de plaats van die vastgesteld in artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 82. En aangezien het eerste lid van dat artikel thans geen uitvoering meer kan krijgen wordt het gehele artikel door het ontwerp opgeheven.

Artikel 4 is nieuw en voorziet in maatregelen van controle op de uitvoering van de door de Koning goedgekeurde saneringsmaatregelen, en in de verplichting tot aanvulling van de saneringsmaatregelen in geval van ontoereikende resultaten.

Artikel 5 van het ontwerp, dat eveneens nieuw is, bepaalt de sanctie die zal worden toegepast ten aanzien van de universitaire instellingen die verzuimen tijdig toereikende bijkomende voorstellen van saneringsmaatregelen te doen in de gevallen bedoeld in de artikelen 3 en 4 van het ontwerp.

2. Kenmerkend voor het koninklijk besluit nr. 82 is dat de bekrachtiging onvoorwaardelijk wordt gegeven bij een koninklijk besluit genomen met toepassing van de bijzondere-machtenwet van 2 februari 1982, ten laatste op 31 december 1982 terwijl volgens het ontwerp de « goedkeuring » onder voorbehoud kan worden verleend en steeds bij koninklijk besluit genomen, ook na 31 december 1982, in de uitoefening van het bij het ontwerp uitgebreid controlerecht dat de Regering ten opzichte van de universitaire instellingen heeft. Als rechtsgrond voor zodanige uitbreiding van dat controlerecht dient in de aanhef derhalve te worden verwezen naar artikel 1, 6°, van de bijzondere-machtenwet van 2 februari 1982; het eerste lid van de aanhef moet bijgevolg in die zin worden aangevuld.

3. Op verscheidene punten zijn de inzichten en bedoelingen van de Regering onvoldoende duidelijk of onvoldoende nauwkeurig weergegeven in het Verslag aan de Koning.

Zo leest men in het begin van het derde lid van 1° : « Aan de Koning wordt voorgesteld de besluiten te treffen krachtens de bijzondere machten, waarbij ... ». Hierdoor wordt de indruk gewekt dat de commentaar die in het algemeen gedeelte van het Verslag wordt gegeven, zich niet beperkt tot het onderhavige ontwerp-besluit, maar ook nog betrekking heeft op besluiten die de Koning voornemens is te nemen met toepassing van de bijzondere-machtenwet van 2 februari 1982. Uiteraard moet de commentaar in het Verslag aan de Koning beperkt zijn tot het besluit waaraan het voorafgaat. In het begin van 1° moet dan ook geschreven worden : « Aan de Koning wordt voorgesteld dit besluit ... ».

Zo worde volledigheidshalve in het tweede lid van hetzelfde 1° tevens vermeld dat de maatregelen hun bindende kracht slechts verkrijgen ten gevolge van de goedkeuring door de Koning.

Zo is in fine van 3° gezegd dat « ... toereikende maatregelen op initiatief van de instelling worden genomen ». Krachtens het bepaalde in artikel 5 van het ontwerp, beperkt het verplicht

concernée est limitée à la proposition des mesures supplémentaires d'assainissement nécessaires. Ici encore le rapport doit être corrigé.

Dans le commentaire particulier relatif à l'article 3 du projet on peut lire : « Ceci veut dire que les mesures déjà proposées ont immédiatement un caractère de force obligatoire, ... ». Or, aux termes du projet, seules ont force obligatoire les mesures approuvées par le Roi. Le passage du rapport reproduit ci-dessus doit être mis en concordance avec le texte du projet.

Le commentaire particulier que le rapport consacre à l'article 5 du projet porte : « Il appartient au Gouvernement de se promouvoir ... sur le moment où la sanction sera levée ». Cette règle ne figure pas dans le texte du projet. Si le Gouvernement entend disposer que la sanction est levée expressément par l'autorité dès lors que l'institution universitaire concernée a exécuté ses obligations en matière de propositions d'assainissement, il y a lieu de le dire de manière explicite dans le projet.

Enfin, il conviendra dans le texte néerlandais du rapport au Roi, de remplacer les mots « bekrachtiging », « bekrachtigen » ou « bekrachtigd » par les mots « goedkeuring », « goedkeuren » ou « goedgekeurd », toutes les fois qu'est visée l'intervention du Roi sur la base du nouvel alinéa 2 de l'article 1er de l'arrêté royal n° 82.

Pour le surplus, le rapport au Roi devrait justifier de manière plus précise la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux que la loi du 2 février 1982 attribue au Roi.

4. L'article 2 du projet (le nouvel article 2bis de l'arrêté royal n° 82) énonce à quelles dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur les institutions universitaires déficitaires pourront déroger lorsque, en vue de l'exécution du plan d'assainissement approuvé par le Roi, elles prennent des mesures tendant à résorber leur déficit cumulé et à rétablir l'équilibre entre leurs recettes et leurs dépenses.

En raison notamment du fait qu'il s'est vu soumettre aux fins d'avis dans les trois jours un grand nombre d'autres arrêtés à prendre sur la base des pouvoirs spéciaux, le Conseil d'Etat ne dispose pas du temps nécessaire pour examiner si le projet même prévoit toutes les règles essentielles pour que les institutions universitaires concernées puissent déroger aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles qui sont visées dans chacun des neuf points énumérés à l'article nouveau 2bis, § 1er, de l'arrêté royal n° 82 ou qui sont applicables aux matières dont il est question dans chacun de ces points. Ces règles essentielles ne peuvent être prises sur la base de la loi de pouvoirs spéciaux du 2 février 1982 que par le Roi et, conformément à l'article 4, § 1er, de cette loi, au plus tard le 31 décembre 1982.

C'est sous cette réserve que sont faites les observations particulières ci-après :

B. Observations particulières concernant les articles

Intitulé. A l'intitulé du projet, il y a lieu de mentionner la date de l'arrêté royal n° 82.

Article 1er. L'article 3 du projet (le nouvel article 2ter de l'arrêté royal n° 82) détermine ce qu'il y a lieu de faire lorsque le plan d'assainissement proposé par une institution universitaire est approuvé « sous réserve ».

C'est dans le texte même du projet et non pas uniquement dans le rapport au Roi qu'il convient de préciser dans quels cas et pour quels motifs l'approbation peut être assortie de réserves et quelles sont les conséquences qui découlent de ces réserves.

Les réserves étant un élément essentiel de l'approbation royale, les dispositions complémentaires visées ci-dessus doivent logiquement trouver leur place au sein de l'article 1er de l'arrêté royal n° 82 et doivent dès lors être incluses dans l'article 1er du projet. Dans l'intérêt de la sécurité juridique, il est souhaitable que ces réserves soient motivées.

Pour le surplus, il convient d'écrire dans la phrase liminaire de l'article 1er du projet « alinéa 2 » et, dans le nouveau texte proposé pour l'alinéa 2 de l'article 1er de l'arrêté royal n° 82, de remplacer les mots « sous réserve ... » par les mots « dans les limites ... », qui sont plus correctes.

Article 2. Etant donné que certaines des dérogations définies à l'article 2 du projet (le nouvel article 2bis de l'arrêté royal n° 82) ont également trait aux statuts pécuniaire et administratif du

« initiatif » van de betrokken universitaire instelling zich tot het voorstellen van de nodige bijkomende saneringsmaatregel of -maatregelen. Ook hier dient het Verslag te worden gecorrigeerd.

Zo kan men in de bijzondere commentaar bij artikel 3 van het ontwerp lezen : « Dit betekent dat de reeds voorgestelde maatregelen evenwel reeds bindende kracht verkrijgen. » Luidens het ontwerp hebben alleen de maatregelen die door de Koning goedgekeurd werden, bindende kracht. Die passus uit het verslag moet in overeenstemming worden gebracht met de tekst van het ontwerp.

Zo is in de bijzondere commentaar bij artikel 5 van het ontwerp verklaard dat « het de Regering toekomt .. het tijdstip te bepalen waarop de sanctie ophoudt te bestaan. ». Die regel is niet opgenomen in het ontwerp. Mocht het de bedoeling van de Regering zijn dat de bedoelde sanctie door de overheid uitdrukkelijk wordt opgeheven wanneer de betrokken universitaire instelling haar verplichting inzake saneringsvoorstellen heeft nagekomen, dan moet dat met zoveel woorden in het ontwerp worden gesteld.

Zo moet tenslotte het woord « bekrachtiging », « bekrachtigen » of « bekrachtigd », waar 's Konings optreden op grond van het nieuwe tweede lid van artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 82 wordt bedoeld telkens worden vervangen door het woord « goedkeuring », « goedkeuren » of « goedgekeurd ».

Het Verslag aan de Koning zou bovendien een nauwkeuriger verantwoording van de aanwending van de door de wet van 2 februari 1982 aan de Koning toegekende bijzondere machten moeten bevatten.

4. Artikel 2 van het ontwerp (het nieuwe artikel 2bis van het koninklijk besluit nr. 82) stelt vast met afwijking van welke vigerende, wettelijke, reglementaire en conventionele bepalingen de deficitaire universitaire instellingen ter uitvoering van het door de Koning goedgekeurde saneringsplan maatregelen mogen nemen voor de wegwerking van hun gecumuleerd deficit en het herstel van het evenwicht tussen hun ontvangsten en uitgaven.

Mede gelet op het feit dat hem tezelfdertijd nog talrijke andere op grond van de bijzondere-machtenwet van 2 februari 1982 vast te stellen besluiten voor advies binnen de drie dagen zijn voorgelegd, ontbreekt aan de Raad van State de tijd om te onderzoeken of het ontwerp zelf alle vereiste essentiële regelen bepaalt opdat de betrokken universitaire instellingen kunnen afwijken van de wettelijke, reglementaire en conventionele bepalingen die bedoeld zijn in elk van de negen punten van het nieuwe artikel 2bis, § 1, van het koninklijk besluit nr. 82 of die toepasselijk zijn op de aangelegenheden bedoeld in elk van die punten. Zodanige essentiële regelen kunnen op grond van de bijzondere-machtenwet van 2 februari 1982 alleen door de Koning en bovendien, ingevolge artikel 4, § 1, van die wet, ten laatste op 31 december 1982 worden vastgesteld.

De hierna volgende bijzondere opmerkingen worden onder voorbehoud gemaakt.

B. Bijzondere opmerkingen bij de artikelen

Opschrift. In het opschrift van het ontwerp dient de datum van het koninklijk besluit nr. 82 te worden vermeld.

Artikel 1. In artikel 3 van het ontwerp (nieuw artikel 2ter van het koninklijk besluit nr. 82) is bepaald wat er moet gebeuren wanneer het door een universitaire instelling voorgestelde saneringsplan « onder voorbehoud » wordt goedgekeurd.

In de tekst zelf van het ontwerp, en niet alleen in het Verslag aan de Koning, moet nader worden gesteld in welke gevallen, of om welke redenen, voorbehoud bij de goedkeuring kan worden gemaakt en welke de gevolgen zijn van dat voorbehoud.

Omdat het voorbehoud een essentieel gegeven is van 's Konings goedkeuring, hebben die aanvullende bepalingen logischerwijs hun plaats in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 82 en moeten zij dan ook in artikel 1 van het ontwerp worden opgenomen. Terwille van de rechtsbescherming verdient het aanbeveling dat het voorbehoud met redenen wordt omkleed.

Voorts schrijve men in de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp « tweede lid », en zijn in de voorgestelde nieuwe tekst van het tweede lid van artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 82 de woorden « binnen de perken » correcter dan de woorden « onder voorbehoud ».

Artikel 2. Aangezien sommige van de in artikel 2 van het ontwerp (nieuw artikel 2bis van het koninklijk besluit nr. 82) nader omschreven afwijkingen eveneens betrekking hebben op het gel-

personnel des institutions universitaires concernées et que le Gouvernement — ses délégués l'ont confirmé entend conserver aux réductions et dérogations visées à l'alinéa 1er de l'article 2 de l'arrêté royal n° 82 leur caractère temporaire tel que précisé à l'article 2, alinéa 2, de cet arrêté royal, il vaudrait mieux faire débiter le paragraphe 1er du nouvel article 2bis par les mots « sans préjudice des dispositions de l'article 2, alinéa 2, il peut être dérogé, pour l'exécution ..., aux dispositions ... ».

Par souci de clarté et pour être complet, il s'indique de compléter la phrase introductive du paragraphe 1er du nouvel article 2bis par les mots « dans les limites définies ci-après ».

Afin d'en améliorer la lisibilité, il conviendrait de rédiger le paragraphe 2 du nouvel article 2bis comme suit :

« § 2. Les mesures d'assainissement des finances proposées par les institutions universitaires et approuvées par le Roi, en exécution du présent arrêté et de l'arrêté royal n° relatif à la suppression de l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, qui impliquent dérogation aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles visées au § 1er, ne peuvent être exécutées que dans le respect des règles qui sont également fixées au § 1er. »

Article 3. Le nouvel article 2ter en projet gagnerait en clarté s'il était rédigé comme suit :

Article 2ter. Le conseil d'administration de l'institution universitaire dont les propositions d'assainissement sont approuvées sous réserve propose dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de la publication de l'arrêté royal d'approbation au *Moniteur belge*, les mesures supplémentaires appropriées en vue de réaliser l'objectif indiqué à l'article 1er, alinéa 1er, conformément aux règles fixées aux articles 2 et 2bis. L'article 1er, alinéa 2, est applicable à ces mesures.

Article 4. Comme l'article 5 du projet prévoit des sanctions pour le cas où l'institution universitaire dont les propositions d'assainissement ont été jugées insuffisantes par le Conseil des Ministres omet de proposer des mesures supplémentaires dans le délai fixé à l'article 4, la date de prise de cours de ce délai doit pouvoir être déterminée avec certitude.

Il n'est pas d'usage par ailleurs que le Conseil des Ministres agisse comme tel au dehors. En règle générale, le Gouvernement agit par l'intermédiaire d'un de ses membres.

Compte tenu de cette double observation et de certaines observations de pure forme qui ne nécessitent pas de commentaire spécial, la rédaction suivante est proposée pour les alinéas 2 et 3 du nouvel article 3 :

« Chaque année et au plus tard dans les deux mois qui suivent l'expiration du délai fixé pour le dépôt des comptes visés à l'article 43, § 2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les Ministres de l'Éducation nationale font, chacun en ce qui le concerne, rapport au Conseil des Ministres sur l'exécution par les différentes institutions universitaires des mesures d'assainissement approuvées.

Si le Conseil des Ministres décide que l'exécution ne produit pas le résultat à atteindre, le Ministre de l'Éducation nationale compétent notifie cette décision sans délai et par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception du conseil d'administration de l'institution universitaire concernée, en le priant de proposer, conformément aux règles fixées aux articles 2 et 2bis, dans le délai de deux mois à compter de la réception de la notification, les mesures complémentaires appropriées en vue de réaliser l'objectif indiqué à l'article 1er, alinéa 1er. L'article 1er, alinéa 2, est applicable à ces mesures. »

Article 5. L'article 5 du projet tend à insérer dans l'arrêté royal n° 82 un article 3bis, rédigé comme suit :

« Si par une décision motivée du Conseil des Ministres il est constaté qu'une institution universitaire ne présente pas à temps les mesures supplémentaires suffisantes telles qu'indiquées aux articles 2ter et 3, il ne peut être effectué de nomination, engagement, avancement, promotion et accession jusqu'au moment où des propositions suffisantes sont faites. La décision est signifiée dans les huit jours à l'institution concernée. Cette interdiction produit ses effets à partir de la date de réception de la décision. »

délit et het administratief statuut van het personeel van de betrokken universitaire instellingen en dat, zoals door haar gemachtigden werd bevestigd, de Regering het in het artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 82 nader bepaalde tijdelijk karakter van de in het eerste lid van dat artikel bedoelde verminderingen en afwijkingen wil handhaven, vange § 1 van het nieuwe artikel 2bis beter aan met de woorden « Onverminderd het bepaalde in artikel 2, tweede lid, mag voor de uitvoering ... ».

Ter wille van de duidelijkheid en van de volledigheid is het geraden de inleidende zin van paragraaf 1 van het nieuw artikel 2bis aan te vullen met de woorden « binnen de perken die hierna zijn bepaald ».

Ter bevordering van de leesbaarheid ervan redigere men paragraaf 2 van het nieuw artikel 2bis beter als volgt :

« § 2. De ter uitvoering van ... universitaire instellingen door deze laatste voorgestelde en door de Koning goedgekeurde financiële saneringsmaatregelen die een afwijking van de wettelijke, reglementaire en conventionele bepalingen bedoeld in § 1 inhouden, mogen niet worden uitgevoerd dan met inachtneming van de regelen die eveneens in § 1 zijn bepaald. »

Artikel 3. Het ontworpen nieuwe artikel 2bis kan duidelijker als volgt worden gesteld :

« Art. 2ter. De raad van beheer van de universitaire instelling waarvan de saneringsvoorstellen zijn goedgekeurd onder voorbehoud stelt binnen een termijn van vijftienveertig dagen te rekenen vanaf de dag waarop het koninklijk besluit houdende goedkeuring in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, de passende bijkomende maatregelen voor met het oog op het bereiken van het in artikel 1, eerste lid, gestelde doel overeenkomstig de regelen bepaald in de artikelen 2 en 2bis. Artikel 1, tweede lid, is op die maatregelen van toepassing.

Artikel 4. Aangezien artikel 5 van het ontwerp voorziet in sancties ingeval de universitaire instelling wier saneringsvoorstellen door de Ministerraad als ontoereikend worden beschouwd, niet binnen de in artikel 4 gestelde termijn toereikende bijkomende maatregelen vooretekst, moet de begindatum van die termijn met zekerheid kunnen worden vastgesteld.

Bovendien is het niet gebruikelijk dat de Ministerraad als zodanig naar buitenuit optreedt. In de regel treedt de Regering op door de bemiddeling van een van haar leden.

Met het ene en het andere rekening houdende en ook met enkele vormopmerkingen die geen bijzondere toelichting vergen, wordt voor het tweede en het derde lid van het nieuwe artikel 3 de volgende redactie voorgesteld :

« De Ministers van Onderwijs brengen, ieder wat hem betreft, jaarlijks en uiterlijk twee maanden na het verstrijken van de termijn vastgesteld voor de indiening van de rekeningen bedoeld in artikel 43, § 2, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle op de universitaire instellingen, verslag uit bij de Ministerraad over de uitvoering door de onderscheiden universitaire instellingen, van de goedgekeurde saneringsmaatregelen.

Indien de Ministerraad beslist dat de uitvoering het te bereiken resultaat niet oplevert, brengt de bevoegde Minister van Onderwijs zonder uitstel en bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs die beslissing ter kennis van de raad van beheer van de betrokken universitaire instelling met verzoek om binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de dag van de ontvangst van de kennisgeving de passende bijkomende maatregelen met het oog op het bereiken van het in artikel 1, eerste lid, gestelde doel voor te stellen overeenkomstig de regelen bepaald in de artikelen 2 en 2bis. Artikel 1, tweede lid, is op die maatregelen van toepassing. »

Artikel 5. Artikel 5 van het ontwerp strekt tot invoeging van een artikel 3bis in het voornoemd koninklijk besluit nr. 82. Dat nieuwe artikel luidt als volgt :

« Indien bij een gemotiveerde beslissing van de Ministerraad wordt vastgesteld dat een universitaire instelling niet tijdig de toereikende bijkomende maatregelen bedoeld bij de artikelen 2ter en 3 voorstelt, mogen geen benoemingen, aanwervingen, verhogingen, bevorderingen, overgangen en aanstellingen in de betrokken universitaire instelling meer gebeuren tot op het ogenblik dat toereikende voorstellen zijn gedaan. De beslissing wordt binnen acht dagen aan de betrokken instelling betekend. Dit verbod heeft uitwerking vanaf de datum van ontvangst van de beslissing. »

Dans l'intérêt de la sécurité juridique l'autorité doit prononcer la sanction.

Pour des motifs d'ordre constitutionnel, il appartient au Roi, après constatation de la carence par le Conseil des Ministres, d'ordonner la suspension de toutes nominations, engagements etc. au sein de l'institution universitaire concernée jusqu'au la date à laquelle celle-ci aura proposé des mesures complémentaires suffisantes.

Etant donné que sont en cause non seulement les intérêts de l'institution universitaire mais également ceux de son personnel, il importe que l'arrêté qui prononce la sanction soit motivé. Pour la même raison et pour satisfaire aux exigences d'une bonne administration, il convient que cet arrêté soit publié au *Moniteur belge*. Le projet pourrait alors disposer que l'arrêté royal qui suspend les nominations etc. ..., entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le Conseil d'Etat se demande si la sanction sévère prévue par l'article 5 du projet est bien proportionnée à l'omission qu'elle réprime.

Article 6. Il n'y a aucune raison d'assortir l'arrêté en projet d'effet rétroactif, dès lors que toutes ses dispositions ont trait à des actes qui concernent l'avenir. On pourrait admettre cependant qu'eu égard au caractère urgent de la nouvelle réglementation l'arrêté en projet entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

La chambre était composée de :

MM. :

H. Adriaens, président;
H. Coremans; Gh. Tacq, conseillers d'Etat;
F. De Kempeneer; J. Gijssels, assesseurs de la section de législation;
L. Van Den Abeele, greffier assumé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. Tacq.

Le rapport a été présenté par M. J. Verhulst, auditeur.

Le greffier,	Le président,
L. Van Den Abeele.	H. Adriaens.

30 DECEMBRE 1982. — Arrêté royal n° 168 modifiant l'arrêté royal n° 82 du 31 juillet 1982 relatif à l'assainissement des finances des institutions universitaires déficitaires

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment l'article 1er, 5° et 6°, et l'article 3, § 2;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition de Nos Ministres de l'Education Nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er, deuxième alinéa, de l'arrêté royal n° 82 relatif à l'assainissement des finances des institutions universitaires déficitaires est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ces mesures doivent être approuvées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Cette approbation donne force obligatoire à ces mesures dans les limites des dispositions de l'article 2bis.

Le Roi donnera cependant son approbation sous réserve si l'effet budgétaire annuel des mesures proposées est considéré comme insuffisant par le Conseil des Ministres :

— soit parce que certaines mesures proposées ne peuvent être retenues;

Ter wille van de rechtszekerheid dient de overheid de sanctie uit te spreken.

Om constitutionele redenen komt het de Koning toe, nadat de Ministerraad het bedoelde verzuim heeft vastgesteld, de opschorting te bevelen van alle benoemingen, aanwervingen, enz. ... in de betrokken universitaire instelling tot op de dag dat deze de toe-reikende bijkomende saneringsmaatregelen zal hebben voorgesteld.

Omdat benevens de belangen van de universitaire instelling ook die van dezer personeel erbij betrokken zijn, moet het koninklijk besluit waarbij de sanctie wordt genomen, met redenen zijn omkleed. Om dezelfde reden en ter voldoening aan de eisen van behoorlijk bestuur moet dat besluit bovendien in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt. In het ontwerp zou dan kunnen worden bepaald dat het koninklijk besluit dat de opschorting van benoemingen, enz. ... beveelt, in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De Raad van State vraagt zich af of er een passende verhouding bestaat tussen de strenge sanctie waarin artikel 5 van het ontwerp voorziet en het gesanctioneerde verzuim.

Artikel 6. Er is geen reden om aan het ontwerp terugwerkende kracht te verlenen, aangezien alle bepalingen ervan betrekking hebben op handelingen die het toekomstige betreffen. Wel is aannemelijk dat gelet op het spoedeisend karakter van de nieuwe regeling, het ontwerp besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Adriaens, voorzitter;
H. Coremans; Gh. Tacq, staatsraden;
F. De Kempeneer; J. Gijssels, assessoren van de afdeling wetgeving;
L. Van Den Abeele, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer Gh. Tacq.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Verhulst, auditeur.

De griffier,	De voorzitter,
L. Van Den Abeele.	H. Adriaens.

30 DECEMBER 1982. — Koninklijk besluit nr. 168 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 82 van 31 juli 1982 tot sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 2 februari 1982 tot toekennng van bepaalde bijzondere machten aan de Koning inzonderheid op artikel 1, 5°, 6°, artikel 3, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 82 tot sanering van de financiën van deficitaire universitaire instellingen wordt vervangen door het volgende lid :

« Die maatregelen moeten worden goedgekeurd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Die goedkeuring verleent de bindende kracht aan die maatregelen binnen de perken van het bepaalde in artikel 2bis.

De Koning zal evenwel de goedkeuring onder voorbehoud verlenen indien de jaarlijkse budgettaire opbrengst van de voorgestelde maatregelen door de Ministerraad onvoldoende wordt geacht :

— hetzij omdat sommige van de voorgestelde maatregelen niet kunnen worden gehandhaafd worden;

— soit parce que l'institution propose un nombre insuffisant de mesures;

— soit parce que l'institution n'a pas tenu compte de la résorption du supplément de subsides prévu par l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

La réserve doit être motivée dans l'arrêté royal d'approbation, selon les critères définis ci-dessus.

Art. 2. Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté précité :

« Art. 2bis. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 2, alinéa 2, il peut être dérogé, pour l'exécution des plans d'assainissement des finances visés par le présent arrêté et par l'arrêté royal n° 165 du 30 décembre 1982 relatif à la suppression de l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles qui sont mentionnées ci-après ou qui sont applicables aux matières visées ci-dessous :

1° Le régime transitoire repris à l'article 8, §§ 1er et 2, de l'arrêté royal n° 127 du 30 décembre 1982 relatif au régime de pension des membres du personnel de l'enseignement supérieur, peut être suspendu à partir de l'année académique 1983-1984, à la condition que l'institution n'accorde aucune dérogation à cette mesure.

La disposition qui précède ne s'applique pas aux membres du personnel enseignant visés à l'article 9 de l'arrêté précité;

2° Il peut être mis fin aux fonctions des membres du personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier nommés définitivement ou désignés pour une durée indéterminée à partir du premier mois suivant l'âge de 60 ans révolus et à condition qu'ils comptent au moins 20 ans de service.

Une pension complémentaire peut être attribuée aux personnes concernées. Cette pension complémentaire est exclusivement à charge de l'institution universitaire. Jusqu'à l'âge de 65 ans, elle est calculée par référence au traitement.

Au-delà de cet âge, le montant est fixé par référence à la pension que le membre du personnel aurait reçue à l'âge de 65 ans.

Pour fixer le montant de la pension que l'intéressé aurait obtenue, l'ensemble des services admissibles utilisés pour le calcul de la pension est augmenté de la période qui s'étend du premier mois de la prise de cours de la pension au dernier jour du mois du 65ème anniversaire;

3° Pour les membres du personnel non-enseignant qui relèvent de la législation sur les contrats de travail, on peut appliquer :

a) un régime de prépension conventionnelle conformément à l'arrêté royal du 16 janvier 1975 rendant obligatoire la convention collective de travail conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement.

b) un régime de prépension de retraite conformément à l'arrêté royal n° 95 du 28 septembre 1982 relatif à la prépension de retraite pour travailleurs salariés;

4° Les rémunérations et traitements de l'ensemble du personnel de l'institution universitaire peuvent être mis en liquidation à terme échu, avec ou sans modalités de passage du régime du paiement anticipé au paiement à terme échu;

5° Il peut être dérogé à l'obligation de recruter des stagiaires, imposée par la section première du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978;

6° Le montant de la programmation sociale, de la prime de fin d'année et du double pécule de vacances attribués aux membres du personnel peut être limité au montant des avantages correspondants accordés par l'Etat aux membres de son personnel en vertu de la programmation sociale intersectorielle du secteur public;

— hetzij omdat een onvoldoend aantal maatregelen wordt voorgesteld;

— hetzij omdat geen rekening werd gehouden met de afbouw van het toelagesupplement voorzien bij artikel 35 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Het voorbehoud dient te worden gemotiveerd in het koninklijk besluit tot goedkeuring, volgens de hiervoor vermelde criteria.

Art. 2. Een artikel 2bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 2bis. § 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 2, tweede lid, mag binnen de perken die hierna zijn bepaald voor de uitvoering van de financiële saneringen bedoeld in dit besluit en in het koninklijk besluit nr. 165 van 30 december 1982 tot opheffing van artikel 35 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden afgeweken van de wettelijke, reglementaire en conventionele bepalingen die hierna zijn vermeld of die toepasselijk zijn op de aangelegenheden die hierna zijn bedoeld :

1° De overgangsbepalingen vermeld in artikel 8, §§ 1 en 2 van het koninklijk besluit nr. 127 van 30 december 1982 betreffende de pensioenregeling voor leden van het onderwijzend personeel van het hoger onderwijs, kunnen met ingang van het academiejaar 1983-1984 opgeheven worden op voorwaarde dat de instelling geen enkele afwijking op deze maatregel toestaat.

Deze bepaling is niet van toepassing op de leden van het onderwijzend personeel vermeld in artikel 9 van hetzelfde besluit;

2° Aan de ambtsuitoefening van de leden van het vastbenoemd of voor onbepaalde tijd aangesteld wetenschappelijk-, administratief-, meester-, vak- en dienstpersoneel kan een einde worden gemaakt vanaf de eerste maand volgend op het bereiken van de leeftijd van 60 jaar en op voorwaarde dat zij tenminste 20 dienstjaren tellen.

Aan de betrokkenen mag een aanvullend pensioen worden toegekend. Dat aanvullend pensioen is uitsluitend ten laste van de universitaire instelling. Tot de leeftijd van 65 jaar wordt het berekend door verwijzing naar de wedde.

Boven die leeftijd wordt de bijdrage bepaald door verwijzing naar het pensioen dat het personeelslid zou hebben gekregen op de leeftijd van 65 jaar.

Voor het bepalen van het bedrag van het pensioen dat de begunstigde zou hebben bekomen, wordt het geheel van in aanmerking komende diensten verhoogd met deze vanaf de eerste van de maand waarop het pensioen ingaat tot de laatste dag van de maand waarop de leeftijd van 65 jaar wordt bereikt;

3° Voor de leden van het niet-onderwijzend personeel, die vallen onder de wetgeving op de arbeidsovereenkomst voor handarbeiders en bedienden kan :

a) een stelsel van conventioneel brugpensioen worden ingevoerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 januari 1975 waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen.

b) een stelsel van brugrustpensioen wordt ingevoerd overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 95 van 28 september 1982 betreffende het brugrustpensioen voor werknemers;

4° De bezoldigingen en wedden kunnen voor geheel het personeel van een universitaire instelling op vervaldatum worden uitbetaald, al dan niet met modaliteiten inzake de overgang van het stelsel van vooruitbetaling naar het stelsel van betaling op vervaldatum;

5° Er kan afgeweken worden van de verplichting stagiairs aan te werven, opgelegd bij de eerste afdeling van hoofdstuk III van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978;

6° Het bedrag van de sociale programmering, de eindejaarspremie en het dubbele vakantiegeld toegekend aan de personeelsleden kan beperkt worden tot het bedrag van de overeenkomstige voordelen toegekend door de Staat aan zijn personeelsleden in het kader van de intersectoriële programmering in de overheidssector;

7° Pour les agents dont la rémunération mensuelle brute est supérieure à F 40 000 le paiement de tout ou partie de la programmation sociale, de la prime de fin d'année et du double pécule de vacances peut être suspendu, sans aucune obligation de paiement des montants retenus. L'ensemble de ces retenues est cependant limité à 5 p.c. du traitement brut annuel;

8° Il peut être dérogé aux dispositions concernant d'une part la définition et l'attribution des charges du personnel enseignant et d'autre part des règles concernant la mutation du personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier. Les membres du personnel concernés ne peuvent pas subir de préjudice pécuniaire du fait de l'application de ces dérogations;

9° La rétribution de tout membre du personnel appartenant au cadre du personnel rémunéré par l'allocation annuelle de fonctionnement, peut temporairement être mis à la charge du budget du patrimoine affecté ou non-affecté. Les membres du personnel concernés conservent leur place au cadre susmentionné, de même que tous leurs droits statutaires ou contractuels;

§ 2. Les mesures d'assainissement des finances proposées par les institutions universitaires et approuvées par le Roi en exécution du présent arrêté et de l'arrêté royal n° 165 du 30 décembre 1982 relatif à la suppression de l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, qui impliquent dérogation aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles visées au § 1er, ne peuvent être exécutées que dans le respect des règles qui sont également fixées au § 1er. »

Art. 3. Un article 2ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 2ter. Le Conseil d'Administration de l'institution universitaire dont les propositions d'assainissement sont approuvées sous réserve propose dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de publication de l'arrêté royal d'approbation au *Moniteur belge*, les mesures supplémentaires appropriées en vue de réaliser l'objectif indiqué à l'article 1er, alinéa 1er, conformément aux règles fixées aux articles 2 et 2bis. L'article 1er, alinéa 2, est applicable à ces mesures. »

Art. 4. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Lors du dépôt du budget des cadres et des comptes annuels des années civiles 1983 à 1989 inclusivement, il conviendra d'apporter la preuve détaillée au moyen d'une liste nominative, des diminutions en effectif de personnel et des mesures d'accompagnement qui ont permis la concrétisation des économies visées ci-dessus.

Cette justification sera visée selon le cas par le Commissaire ou le Délégué du Gouvernement et le Délégué du Ministre du Budget.

Chaque année et au plus tard dans les deux mois qui suivent l'expiration du délai fixé pour le dépôt des comptes visés à l'article 43, § 2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les Ministres de l'Éducation nationale font, chacun en ce qui le concerne, rapport au Conseil des Ministres sur l'exécution par les différentes institutions universitaires des mesures d'assainissement approuvées.

Si le Conseil des Ministres décide que l'exécution ne produit pas les résultats à atteindre, le Ministre de l'Éducation nationale compétent notifie cette décision sans délai et par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception au Conseil d'administration de l'institution universitaire concernée, en le priant de proposer, conformément aux règles fixées aux articles 2 et 2bis, dans le délai de deux mois à compter de la réception de la notification, les mesures complémentaires appropriées en vue de réaliser l'objectif indiqué à l'article 1er, alinéa 1er. L'article 1er, alinéa 2, est applicable à ces mesures. »

Art. 5. Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 3bis. Si une institution universitaire ne présente pas à temps les mesures supplémentaires suffisantes telles qu'indiquées aux articles 2ter et 3, un arrêté royal motivé, délibéré en

7° Voor de personeelsleden met een brutobezoldiging die de 40 000 F per maand overschrijdt, kan de betaling van het geheel of een deel van de sociale programmatie, de eindejaarspremie en het dubbel vakantiegeld opgeschort worden, zonder enige verplichting tot betaling van de ingehouden bedragen. Het geheel van deze inhoudingen wordt evenwel beperkt tot 5 pct. van de jaarlijkse brutowedde;

8° Er kan worden afgeweken van de bepalingen enerzijds betreffende de definitie en de toekenning van de opdrachten van het onderwijzend personeel en anderzijds betreffende regels inzake mutatie voor het wetenschappelijk-, administratief-, meester-, vak- en dienstpersoneel. De betrokken personeelsleden mogen tengevolge van de toepassing van deze afwijking geen geldelijk nadeel ondervinden;

9° De bezoldiging van elk lid van het personeel behorend tot het personeelskader gedekt door de jaarlijkse werkingsuitkering, kan tijdelijk ten laste gelegd worden van de begroting van het geaffecteerd of het niet-geaffecteerd patrimonium. De betrokken personeelsleden behouden hun plaats op het voornoemd kader, alsmede al hun statutaire of contractuele rechten;

§ 2. De ter uitvoering van dit besluit en van het koninklijk besluit nr. 165 van 30 december 1982 tot opheffing van artikel 35 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen door deze laatste voorgestelde en door de Koning goedgekeurde financiële saneringsmaatregelen die een afwijking van de wettelijke, reglementaire en conventionele bepalingen bedoeld in § 1 inhouden, mogen niet worden uitgevoerd dan met inachtneming van de regelen die eveneens in § 1 zijn bepaald. »

Art. 3. Een artikel 2ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 2ter. De Raad van beheer van de universitaire instelling waarvan de saneringsvoorstellen zijn goedgekeurd onder voorbehoud stelt binnen een termijn van vijftienveertig dagen te rekenen vanaf de dag waarop het koninklijk besluit houdende goedkeuring in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, de passende bijkomende maatregelen voor met het oog op het bereiken van het in artikel 1, eerste lid, gestelde doel overeenkomstig de regelen bepaald in de artikelen 2 en 2bis. Artikel 1, tweede lid, is op die maatregelen van toepassing. »

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. Bij het neerleggen van de begrotingen, de personeelsformaties en de jaarrekeningen van de kalenderjaren 1983 tot en met 1989 dient door middel van een nominatieve lijst het gedetailleerde bewijs geleverd door welke vermindering van personeels-effectieven en begeleidende maatregelen, die hierboven vermelde besparingen verwezenlijkt worden.

Deze staving dient gevisieerd al naar het geval door de Regeringscommissaris of de Regeringsafgevaardigde en de Afgevaardigde van de Minister van Begroting.

De Ministers van Onderwijs brengen, ieder wat hem betreft, jaarlijks en uiterlijk twee maanden na het verstrijken van de termijn vastgesteld voor de indiening van de rekeningen bedoeld in artikel 43, § 2, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle op de universitaire instellingen, verslag uit bij de Ministerraad over de uitvoering door de onderscheiden universitaire instellingen, van de goedgekeurde saneringsmaatregelen.

Indien de Ministerraad beslist dat de uitvoering het te bereiken resultaat niet oplevert, brengt de bevoegde Minister van Onderwijs zonder uitstel en bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs die beslissing ter kennis van de Raad van beheer van de betrokken universitaire instelling met verzoek om binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de dag van de ontvangst van de kennisgeving de passende bijkomende maatregelen met het oog op het bereiken van het in artikel 1, eerste lid, gestelde doel voor te stellen overeenkomstig de regelen bepaald in de artikelen 2 en 2bis. Artikel 1, tweede lid, is op die maatregelen van toepassing. »

Art. 5. Een artikel 3bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 3bis. Indien een universitaire instelling niet tijdig de toereikende bijkomende maatregelen bedoeld bij de artikelen 2ter en 3 voorstelt, wordt bij een in Ministerraad overlegd en

Conseil des Ministres, ordonne qu'aucune nomination, engagement, avancement, promotion, transfert et accession ne peut plus avoir lieu dans l'institution universitaire concernée.

Cette sanction entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal motivé délibéré en Conseil des Ministres.

Le Roi lève par un arrêté motivé la sanction précitée, si l'institution a respecté ses obligations en matière de plans d'assainissement.

La levée entre en vigueur le jour de la publication de cet arrêté royal au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 7 août 1982.

Art. 7. Nos Ministres de l'Education Nationale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 décembre 1982.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

M. TROMONT

F. 83 — 162

Arrêté royal n° 169 relatif aux congés pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle ou par des raisons d'ordre social ou familial, accordés à certains membres du personnel des institutions universitaires

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris dans le cadre de la loi du 2 février 1982 sur les pouvoirs spéciaux. Le fondement légal se trouve dans l'article 1er, 5° et 7°.

Le projet est entièrement adapté à l'avis du Conseil d'Etat donné le 22 décembre 1982.

Le présent arrêté vise à étendre à certains membres du personnel des institutions universitaires, et selon les règles applicables en la matière au personnel des autres secteurs d'enseignement, les congés pour prestations réduites justifiés par des raisons de convenance personnelle ou justifiés par des raisons sociales et familiales. Il vise à compenser par la création de nouvelles possibilités d'emploi en faveur de jeunes candidats, les emplois supprimés à la suite des mesures d'assainissement budgétaire. En outre, les salaires moins élevés permettront de réaliser une économie.

Commentaire des articles

Article 1er. Cet article vise à créer la même réglementation en matière de travail à temps partiel pour les membres du personnel des institutions universitaires que celle applicable aux membres du personnel des autres secteurs d'enseignement.

En ce qui concerne le point 2 de l'avis du Conseil d'Etat donné le 22 décembre 1982, le Gouvernement souligne que la disposition légale proposée comporte une application automatique des règles en vigueur en matière de congés pour des raisons de convenance personnelle ou justifiés par des raisons sociales ou familiales pour le personnel extérieur à l'enseignement universitaire aux membres du personnel scientifique, administratif et technique nommés définitivement ou désignés pour une durée indéterminée des institutions universitaires visés à l'article 25 de la loi de financement.

met redenen omkleed koninklijk besluit bevolen dat geen benoemingen, aanwervingen, verhogingen, bevorderingen, overgangen en aanstellingen aan de betrokken universitaire instelling nog kunnen gebeuren.

Deze sanctie gaat in de dag waarop dit in Ministerraad overlegd en met redenen omkleed koninklijk besluit bekend wordt gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De Koning heft bij een in Ministerraad overlegd en met redenen omkleed besluit de voorgenoemde sanctie op, indien de instelling haar plichten inzake de saneringsplannen heeft nagekomen.

De opheffing gaat in de dag waarop dit koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 7 augustus 1982.

Art. 7. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 december 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

M. TROMONT

N. 83 — 162

Koninklijk besluit nr. 169 betreffende de verloven voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden of gewettigd door sociale of familiale redenen, toegekend aan sommige personeelsleden van de universitaire instellingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, wordt genomen in het kader van de wet van 2 februari 1982 op de bijzondere machten. De wettelijke grondslag is vervat in artikel 1, 5° en 7°.

Het ontwerp werd volledig aangepast aan het advies van de Raad van State gegeven de 22e december 1982.

Dit besluit heeft tot doel de verloven voor verminderde prestaties voor persoonlijke aangelegenheden of gewettigd door sociale en familiale redenen zoals die gelden voor de personeelsleden van de andere onderwijssectoren uit te breiden tot bepaalde personeelsleden van de universitaire instellingen. Het strekt ertoe de betrekkingen die ingevolge de budgettaire bezuinigingsmaatregelen wegvallen, te compenseren door het creëren van nieuwe tewerkstellingsmogelijkheden voor jonge kandidaten en een bezuiniging te bekomen door de uitbetaling van minder hoge wedden.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1. Dit artikel beoogt dezelfde regeling inzake deeltijdse arbeid voor sommige personeelsleden van de universitaire instellingen tot stand te brengen zoals deze gelden voor de personeelsleden in de andere onderwijssectoren.

Wat het punt 2 betreft van het advies van de Raad van State uitgebracht de 22e december 1982, benadrukt de Regering dat de voorgestelde wetsbepaling een automatische toepassing vooropstelt van de vigerende regelingen inzake de verloven wegens persoonlijke aangelegenheden of gewettigd door sociale of familiale redenen voor de personeelsleden buiten het universitair onderwijs op de vastbenoemde of voor onbepaalde duur aangestelde leden van het wetenschappelijk, administratief en technisch personeel van de universitaire instellingen bedoeld bij artikel 25 van de financieringswet.